

Ce 20 mars, face à l'absence de stratégie concrète pour les personnels, l'UNSA Douanes a fait le choix de quitter la réunion consacrée aux missions OP/CO.



Malgré un processus à rallonge de l'administration, nous étions encore présents pour obtenir des engagements concrets sur la sécurité des agents, la reconnaissance de leurs missions et les conditions réelles d'exercice de leur travail. **Force est de constater qu'à ce stade, l'administration se limite à constater les difficultés sans apporter de réponses à la hauteur des enjeux.**

Sur la sécurité, les risques sont désormais officiellement reconnus. Mais les réponses apportées restent insuffisantes. Équiper les agents d'un gilet pare-balles ne constitue pas une politique de prévention. **Aucune réflexion globale** n'est engagée sur l'organisation des missions, les effectifs ou le soutien opérationnel.

Au-delà de ce constat, l'UNSA Douanes souhaite rappeler une évolution majeure et désormais incontestable : les missions des agents de la branche OP/CO ont profondément changé.



Historiquement, la distinction entre la branche surveillance et la branche opérations commerciales reposait sur une séparation claire entre missions de terrain exposées au **risque** et missions principalement administratives exercées en bureau. **Cette distinction ne correspond plus à la réalité.**

Les agents OP/CO sont aujourd'hui de plus en plus amenés à intervenir en contrôle externe, de jour comme de nuit, dans les entreprises, sur les plateformes logistiques ou dans des environnements parfois sensibles (commerce, débit, marché, etc.). L'administration elle-même reconnaît cette évolution en prévoyant, dans certaines situations, **le port d'équipements de protection.**

Cela traduit une réalité simple : les missions OP/CO comportent désormais, dans certaines circonstances, des sujétions et des risques nouveaux.

Il ne s'agit pas de dénoncer l'évolution « naturelle » de nos champs d'intervention, ni la spécificité des missions de la surveillance. Mais il n'est plus possible d'ignorer que certains agents OP/CO sont, eux aussi, **confrontés à des situations à risque.**

Dans ce contexte, l'UNSA Douanes demande l'ouverture d'une réflexion sur **l'adaptation du régime indemnitaire** à cette évolution des missions, notamment à travers :

- la reconnaissance de l'exposition au risque pour les agents engagés régulièrement en contrôles externes ;
- ou, la création d'une sujétion spécifique liée à ces missions.

Sur la reconnaissance statutaire, aucun progrès n'est acté. La cartographie des métiers, pourtant indispensable, est toujours absente. **Les agents continuent d'exercer des missions de plus en plus exigeantes sans reconnaissance adaptée.**

Sur les outils informatiques, **les dysfonctionnements persistent** et pèsent directement sur les conditions de travail. Le calendrier imposé reste déconnecté de la réalité des services, faisant porter aux agents la charge des défaillances des systèmes.

L'UNSA Douanes rappelle qu'elle avait, dès l'automne 2025, alerté la direction générale sur la situation critique de la chaîne du dédouanement et les dysfonctionnements majeurs de DELTA I/E. Par **un courrier officiel**, nous demandions un plan de résorption des anomalies ainsi qu'une **indemnisation financière** des agents fortement mobilisés pour compenser les défaillances du système. À ce jour, ces alertes sont restées sans réponse à la hauteur des enjeux, alors même que la situation des services s'est encore dégradée.



Dans ces conditions, l'UNSA Douanes refuse de cautionner plus longtemps une démarche qui entérine les constats sans traiter les causes. Nous saurons retrouver la table des discussions dès lors que la DG l'entendra, car les agents n'attendent pas des mesures symboliques : **ils attendent des décisions.**

L'UNSA Douanes réaffirme sa disponibilité pour un dialogue réel, fondé sur des engagements concrets en matière de sécurité, de reconnaissance et de moyens. **En attendant, elle exhorte l'administration à agir enfin pour le dédouanement en France et pour ses personnels, qui maintiennent chaque jour un édifice fragilisé par des années d'inaction.**

